

RHODES, Carolyn and Sonia MAZEY (dir.). *The State of the European Union, vol. 3 : Building an European Policy*. Boulder, Lynne Rienner, 1995, 520 p.

André Brigot

Volume 28, Number 1, 1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703727ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703727ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Brigot, A. (1997). Review of [RHODES, Carolyn and Sonia MAZEY (dir.). *The State of the European Union, vol. 3 : Building an European Policy*. Boulder, Lynne Rienner, 1995, 520 p.]. *Études internationales*, 28(1), 194–197.
<https://doi.org/10.7202/703727ar>

tuations de la demande et dans l'écoulement des stocks improductifs les causes principales de la récession frappant les premiers gouvernements non communistes. De son côté, Stephen Hanson propose une relecture de *The Great Transformation* de Karl Polanyi, plus particulièrement de son interprétation de la lutte politique entre Tories et Benthamiens en Angleterre durant la première moitié du XIX^e siècle. Il applique les conclusions de Polanyi au cas de la Russie post-communiste, selon lesquelles l'implantation d'une société orientée vers le marché ne se fait en aucun cas naturellement, et établit un parallèle entre les Benthamiens anglais partisans d'une liquidation de toutes formes de subsides étatiques – comme les Gaidariens russes – et les Tories anglais du XIX^e siècle, qui favorisaient le maintien des formes de compensation aux ouvriers et paysans de classes – que Hanson compare aux forces opposées aux réformes radicales en Russie. Pour Hanson, tout le système économique post-stalinien peut être vu comme un véritable État-providence, au niveau de l'entreprise même, comparable à ce qu'étaient les Speenhamland anglais, organismes de paroisse payant les ouvriers selon un salaire minimum quotidien, nonobstant le type de travail effectué. Il en conclut que les adversaires du marché qui bénéficient des erreurs des ultra-libéraux ont beau jeu et rien ne garantit que les conclusions de Polanyi – sur le recours au fascisme devant l'abandon des tenants du marché – ne se produisent en Russie. Le parallèle historique est certes fort intéressant, mais on peut inverser la perspective et avancer que le ralentissement des réformes par les centristes ne consti-

tue pas une retraite définitive devant les forces opposées au marché, mais peut être vue comme une chance de préserver un minimum de cohésion sociale.

La littérature concernant les réformes en Europe de l'Est est déjà relativement importante mais l'ouvrage dirigé par Spohn et Hanson sera sûrement le bienvenu, surtout pour des articles fort intéressants concernant le rôle joué par l'Allemagne dans la reconstruction économique de ses voisins est-européens. Il est cependant dommage que les trois parties de l'ouvrage n'y soient pas précisément consacrées, surtout parce que les premiers articles apportent peu de connaissances nouvelles à la question du nationalisme en Europe de l'Est, sauf bien sûr l'article de Cirtautas, relativement original. Un peu plus de cohésion entre les différentes parties aurait été souhaitable, mais la tâche est souvent ardue de faire concorder les intérêts individuels des chercheurs participant à un même colloque. Quoiqu'il en soit, la question allemande en Europe centrale et orientale continuera sûrement d'alimenter des réflexions de ce genre. On ne peut que le souhaiter.

Jean LÈVESQUE

Département d'histoire
University of Toronto, Toronto

**The State of the European Union,
vol. 3: Building an European
Policy.**

RHODES, Carolyn and Sonia MAZEY
(dir.). Boulder, Lynne Rienner, 1995,
520 p.

Ce troisième volume d'une collection qui paraît tous les deux ans

regroupe les contributions de 25 chercheurs, pour la plupart américains et britanniques, sur l'évolution de la construction politique de l'Europe. Bien qu'elles se focalisent sur la période 93/94, leurs analyses retracent en fait un développement plus ancien. Par ailleurs, les deux responsables de la publication donnent, dans une remarquable préface, une synthèse des théories récentes des relations internationales permettant de mieux situer les principaux courants auxquels se rattachent les contributions : inter-gouvernementalistes d'une part ; néo-fonctionnalisme de l'autre, chaque tendance se subdivisant évidemment (néo-réalistes, théoriciens de l'interdépendance, de la théorie des jeux, comparatistes, etc.).

Cette utile classification théorique soutient des études concrètes regroupées en trois grandes parties :

1) Réflexions sur l'intégration européenne : Cette partie approfondit la réflexion théorique sur l'intégration en Europe. D'abord dans l'application à l'Union Européenne de la théorie de l'intégration régionale, présentée par James A. Caporaso et John T.S. Keeler. Puis, Daniel G. Partan examine en droit international le principe de subsidiarité introduit par le traité de Maastricht et s'interroge sur sa philosophie et son application par la Cour Européenne de Justice.

Patricia Chilton présente alors les différentes formes d'intégration en matière de défense pour l'Union Européenne (UE) : Commune, collective ou combinée en insistant sur les conséquences des interventions récentes, notamment de «peace-keeping» pour l'OTAN et l'UEO, et les transformations organisationnelles (Groupe de Forces

interarmes multinationales, question du commandement...) ainsi que leurs implications politiques, que nous vivons aujourd'hui.

C. Anderson s'intéresse aux difficultés économiques en Europe, leurs liens et surtout les coupures qu'elles provoquent avec les opinions publiques, vis-à-vis du processus d'intégration. Joanne Bay Brzinski se penche sur les regroupements politiques au Parlement européen de 89 à 94 et souligne des difficultés que les transformations apportées par le Traité (co-décision) n'ont pas réglées après les élections de 94. David M. Andrews donne une vue peut-être trop sceptique de la «diplomatie monétaire européenne» à partir des difficultés des monnaies européennes en 92/93. Enfin, la théorie de l'intégration est appliquée à la question de l'élargissement de l'Union par L. Miles, John Redmond et René Schwok.

2) L'europanisation des politiques nationales : Cette deuxième partie analyse donc les politiques elles-mêmes, de façon plus concrète. Elle s'ouvre par une étude de l'impact de l'organisation fédérale de l'Allemagne sur l'éventuelle fédéralisation de l'UE. Richard E. Deeg y montre l'évolution du rôle des Länder en RFA et leur impact sur la politique du Bund vis-à-vis de l'Europe. Puis, Pia Christina Wood retrace la relation franco-allemande avant et après Maastricht. Elle souligne les aspects économiques, monétaires, commerciaux mais aussi de politique étrangère et s'interroge sur les effets de ce puissant bilatéralisme sur les acteurs extérieurs (E.-U. par exemple) mais aussi sur les autres États membres, notamment les moins puissants. L'importance accrue

de l'Allemagne comme acteur en Europe, souvent soulignée dans la littérature américaine est ici analysée par Michael E. Smith et Wayne Sandholtz, notamment en matière monétaire. Ils montrent l'importance des changements institutionnels pour mieux prendre en compte le poids réel des différents membres de l'Union élargie.

C'est à nouveau les aspects monétaires qui sont soulignés par Hugo M. Kaufman dans le cadre d'une étude de l'indépendance des banques centrales et des accords qui constituent le «système» européen de banques centrales, avant la mise en place de la banque centrale européenne. Les nombreuses questions posées par l'article soulignent *a contrario* l'importance des évolutions qui ont marqué la suite du processus.

C'est à l'Espagne que Carlos Closa consacre sa contribution «Intérêt national et convergences des préférences» en s'interrogeant sur les changements possibles du rôle de ce pays en Europe, y compris en matière de défense, de place en Méditerranée et de lien avec la relation franco-allemande. Une autre contribution sous-régionale concerne les pays nordiques, due à Lee Miles, soulignant les spécificités du Danemark et éclairant le refus électoral de la Norvège.

3) Les facteurs internes et externes dans les politiques publiques en Europe : Le vieux monde aurait-il créé un mode nouveau de création politique se demandent en somme Sonia Mazey et Jeremy Richardson en ouverture de cette troisième partie. Au-delà des aspects chaotiques de la «grande politique» dans cet ensemble, la

structuration croissante des «*lows politics*» signalerait-elle cet «*European Policy Style*», fait d'échéances, d'imprévisibilités et de rivalités de compétence institutionnelle, se traduisant pourtant en coalitions incertaines soutenues par des expertises? Des questions proches sont posées par Mark A. Pollack dans son chapitre sur les acteurs régionaux dans le jeu intergouvernemental concernant la mise en œuvre des politiques structurelles qui sont, à côté de la politique agricole commune, un des grands moyens d'intervention, notamment financier, de la Commission.

John Peterson s'intéresse à l'élaboration, au financement et à la répartition des programmes de recherche communautaires pluriannuels mis en place à partir de 1994. Gerhard Fuchs dans le même domaine, se penche sur les politiques concernant les télécommunications, se demandant si la Commission européenne constitue un acteur majeur dans les évolutions. Il relève la modestie des effectifs de «*technocrates*» impliqués malgré l'importance des enjeux et prédit des évolutions institutionnelles. C'est le domaine de la taxe sur les émissions de CO₂ que retient A. Zito pour une autre étude néo-fonctionnaliste de la prise de décision dans l'Union.

Youri Devuyt analyse la politique communautaire dans la longue affaire de l'Uruguay Round, le rôle de la France et des États membres à côté des compétences données au Commissaire. Dans une dernière contribution, O. Babarinde se demande si la convention de Lomé est une politique étrangère commerciale de l'âge des dinosaures pour conclure qu'en différenciant les accords selon le

développement des pays concernés, Lomé pouvait constituer un modèle de relations.

Les deux approches, résolument théorique d'une part, appuyée sur des domaines spécifiques de l'autre, font de ce livre un instrument d'étude remarquable. Chaque article est accompagné d'une riche bibliographie. Incontestablement, il s'agit d'un ensemble d'approches marquées par la science politique américaine, privilégiant le fonctionnement de l'ensemble européen dans un espace, bien plus qu'une analyse de la constitution éventuelle d'une entité politique devenant puissance autonome sur un territoire défini. De façon significative, les conséquences politiques de la création d'une monnaie unique, l'effort pour accroître la « sécurité intérieure » (notamment par le processus de Schengen), ou même les tâtonnements de la politique étrangère communautaire (vis-à-vis de l'Est ou du Sud par exemple) n'apparaissent qu'incidemment. On peut y voir une réticence à envisager la naissance d'une éventuelle puissance ou au contraire le pragmatisme et le réalisme de démarches s'intéressant plus à ce qui fonctionne qu'à un projet mal défini. Au fond, le Traité de Maastricht ne faisait qu'annoncer union politique et citoyenneté par exemple. Espérons que le prochain volume sera contraint de prendre en compte la réalité d'un pouvoir politique communautaire.

André BRIGOT

*École des hautes études en sciences sociales
Paris*

CANADA

L'identité à l'épreuve de la modernité. Écrits politiques sur l'Acadie et les francophonies canadiennes minoritaires.

Thériault, Joseph Yvon. Moncton, Éd. d'Acadie, 1995, 323 p.

Le livre de J.Y. Thériault, *L'identité à l'épreuve de la modernité*, est un recueil de douze articles publiés en seize années et regroupés selon le thème indiqué par son titre. Ce titre, qui annonce l'étude d'un problème général dans lequel l'auteur ne cesse de voir un paradoxe, à savoir la contradiction entre la modernité d'une part, l'identité nationale ou ethnique d'autre part, a lui-même quelque chose de paradoxal, puisque, comme le dit le sous-titre, l'étude s'appuie essentiellement sur l'analyse du cas des Acadiens et des Francophones canadiens hors Québec. Mais ce dernier paradoxe donne la clef de la méthode fort intelligente, autant que très documentée, grâce à laquelle J.Y. Thériault a mené à bien son étude. Par ces considérations générales sur le conflit entre identité et modernité, considérations qu'illustrent de nombreuses références à des auteurs contemporains, il éclaire le problème des Acadiens et des Francophones dans la fédération canadienne. Mais en analysant ces problèmes, qu'il connaît en profondeur, il apporte une illustration remarquable à la question générale.

Il n'est pas possible d'analyser ici en détail un ouvrage aussi complexe. Je me contenterai donc d'indiquer les thèmes principaux de chacune des cinq parties dans lesquelles l'auteur